Fiscalité et pouvoir d'achat

L’amélioration du pouvoir d’achat, principale priorité des Français, nécessite de nouvelles rentrées fiscales.

Hausse de 10% sur les salaires, compensée par une baisse des charges, permettant de réduire notre écart avec l’Allemagne, notre plus important partenaire commercial, en ce qui concerne le coût du travail.

Hausse de 10% sur les retraites.

Hausse de 10% sur l’ensemble des minima sociaux.

Il faudra réduire la dette publique et financer les nouveaux besoins du pays.

Mise en place de impôt universel pour les Français résidant à l’étranger, sur le modèle américain en vigueur depuis 1962.

Combattre fermement la fraude fiscale et sociale, éliminer l’optimisation fiscale.

Supprimer les niches fiscales.

Les multinationales doivent payer l’impôt sur les mêmes bases que les entreprises.

Supprimer la flat tax et adopter un système d’imposition cohérent avec celui de l’ensemble de la population.

Limiter l’impôt sur le revenu à 50% .